

# Commons Tour 2017

Maïa Dereva

La Fonderie : 30 ans d’habitat participatif réussi.....	2
Mainstenant et l’île des pirates.....	4
L’Assemblée des Communs de Grenoble : construire la ville en commun.....	6
L’Assemblée des Communs de Marseille-PACA : une préfiguration pleine de promesses.....	9
“Les Ateliers” à Castres : du rêve à la réalité.....	12
Les quartiers populaires, un vivier de communs ?.....	15
The Emergence of Assemblies of the Commons in France.....	20
“La Fonderie”: 30 years of successful participatory housing.....	24
Mainstenant and the pirate island.....	26
The Assembly of the Commons of Grenoble: building the city together.....	28
The Assembly of the Commons of Marseille: a prefiguration full of promise.....	30
“Les Ateliers” in Castres: from dream to reality.....	32

# La Fonderie : 30 ans d'habitat participatif réussi

Quand je suis sortie de la station de métro à Vanves, au sud de Paris, j'ai découvert une ville coquette, moderne, et fleurie. A quelques pas de là, je suis entrée sous le porche qu'on m'avait indiqué, et j'ai découvert l'habitat participatif dans lequel j'allais passer une semaine : un grand immeuble niché entre le mur du cimetière et les autres habitations alentours et s'enroulant autour d'un jardin arboré.

C'est Suzanne, jeune retraitée, qui m'a accueillie et fait faire le tour du propriétaire. La Fonderie, c'est un projet qui a démarré en 1984. Comme son nom l'indique, ce bâtiment fut d'abord une usine, rachetée par un promoteur qui n'avait pas eu d'autre choix que de l'acquérir à l'intérieur d'un lot mais qui ne savait pas trop quoi en faire. Alors il fut ravi lorsque les familles (d'abord 3 puis bientôt 10) lui ont proposé de l'acheter pour y faire des travaux et concrétiser leur projet d'habitat participatif.

Dès le départ, l'habitat a été voulu économe en énergie et écologique, mais à l'époque, les artisans capables de réaliser un immeuble à ossature bois (isolé phoniquement qui plus est) n'étaient pas légion. Alors le groupe a accepté un compromis : l'immeuble serait en béton avec une charpente en bois, et on y a ajouté une très belle façade en bois. Ce ne fut d'ailleurs pas une mince affaire car le bâtiment étant tout biscornu, le charpentier chargé de son habillage a failli jeter l'éponge plusieurs fois ! Il aura fallu toute la persuasion des habitants pour l'encourager à finir.



Après deux ans de travaux, l'immeuble était sorti de terre : 9 appartements de 70m<sup>2</sup> à 120m<sup>2</sup> de formes variées, une salle commune, deux chambres d'amis partagées, un atelier et une cave mis en commun, ainsi qu'un jardin équipé d'un compost. La seule chose à laquelle les jeunes couples n'ont pas du tout pensé à l'époque... c'est la question du vieillissement. Il y a des escaliers partout et rien n'est prévu pour faciliter la vie de personnes avec une mobilité susceptible de se réduire. Alors il est bien question d'ajouter un ascenseur dans la colonne prévue à cet effet par l'architecte, mais ça ne résoudrait pas la question des appartements qui sont presque tous en duplex ou triplex.

Il faut dire qu'en démarrant le projet, les habitants ne se projetaient pas 30 ans plus tard ! Il s'agit d'une expérience particulièrement exemplaire car après tout ce temps, les mêmes familles, à une exception près, sont toujours présentes dans les lieux. Bien entendu, la quinzaine d'enfants qui a grandi là est désormais partie s'installer ailleurs, mais les couples d'origine, eux, sont bien là et continuent de faire fonctionner les parties communes de l'endroit, par exemple en accueillant des personnes de passage comme moi ou en prêtant la salle de réunion.

Quel est donc le secret d'une telle longévité ? D'abord, une convergence assez forte des valeurs (écologie, anti-libéralisme,...) et des pratiques. La plupart des habitants de La Fonderie sont par ailleurs impliqués dans les associations locales (journal local, festival du film de l'environnement, association de cyclistes,...). Ils ont tous participé à la création de la première AMAP de Vanves, ont ouvert leur compost collectif aux habitants du quartier. Bref, globalement, ce sont des personnes à l'aise avec la vie en collectif et l'implication citoyenne.



Ensuite, la vie de la communauté est régie par des règles claires, basées sur l'unanimité. Au début, il y avait une réunion chaque mois au minimum pour évoquer tous les sujets, et puis avec le temps, les règles de vie commune, qui ne sont pas écrites, ont été intégrées par chacun et chacune.

Aujourd'hui, une réunion par an suffit à résoudre un certain nombre de questions inhabituelles, et puis les choses se passent aussi de manière informelle, dans les couloirs, le jardin ou au cours des nombreux repas partagés. Il y a également un tableau blanc à l'extérieur pour les messages "de service"

Des conflits ? Il y en a eu bien sûr. Mais ils se sont tous réglés, la méthode la plus efficace étant... le temps. Aujourd'hui, la plupart des habitants du lieu sont retraités, et ne sont pas toujours présents dans les lieux d'ailleurs. La question de la pérennité de ce commun se pose. Qu'advient-il du lieu ? Sera-t-il vendu petit à petit au plus offrant dans un contexte où le PLU a bondi de 30 % ? Sur ce point, Suzanne est confiante : « Nous ne partirons pas tous en même temps » explique-t-elle « aussi, il est possible d'intégrer au fur et à mesure de nouveaux habitants séduits par notre fonctionnement, de les acclimater, et d'opérer ainsi une sorte de transmission. »

Pour aller plus loin : [La Fonderie à Vanves : une référence de l'habitat participatif depuis 25 ans](#) – Vanves au quotidien – 2013

# Mainstenant et l'île des pirates

Le nomadisme a ceci d'extraordinaire qu'il me permet de découvrir des personnes et des lieux dont je n'aurais jamais pu soupçonner l'existence ! C'est donc conseillée par un ami commun que je me suis retrouvée un beau jour avec ma petite valise à roulettes à la gare Saint Lazare, que j'y ai pris un train de banlieue, et que j'ai débarqué 25 minutes plus tard dans une autre dimension...

Après un bon quart d'heure de marche, j'ai atteint un embarcadère à peine signalé. Il n'a pas fallu bien longtemps pour qu'un petit bateau s'approche et que je puisse monter à bord pour rejoindre la rive d'en face. J'étais arrivée sur [l'île de Platais](#) ! C'est là que Laurence est venue m'accueillir pour me guider à travers un dédale de petites allées verdoyantes.

Laurence, chercheuse à l'université, fait partie de Mainstenant, un collectif d'une cinquantaine de personnes qui s'est fixé pour objectif de redonner vie à des lieux, des villages et bâtis laissés à l'abandon. Pas seulement pour des loisirs ou du travail, mais bien pour s'installer durablement et y vivre en famille. Et parmi les lieux qu'ils ont découverts, il y a cette île extraordinaire.



Pour une large partie, elle est habitée, parfois à l'année mais le plus souvent à la belle saison. On y trouve donc tout un tas de chalets, petits et grands, en fibrociment ou en bois. Ce lieu ressemble à un camping géant dont les tentes et les caravanes auraient fini par se sédentariser. En déambulant dans les petits chemins, on se croirait presque dans "Le Village" du [Prisonnier](#)...

Mais le plus étonnant restait encore à venir. Toute une partie de l'île est en effet inhabitée, laissée à l'abandon après une période de gloire désormais révolue. Accompagnée par Adrien, Nicolas, et toute une petite bande d'explorateurs de tous âges, j'ai crapahuté dans les herbes jusqu'à une vieille piscine désaffectée digne d'un décor de cinéma...



Mes hôtes étaient manifestement chez eux dans cette ruine ! Ils m'ont fait faire le tour du propriétaire avec un grand sourire, tout heureux de me montrer les cabines vides, le vieux piano, les graffitis plus créatifs les uns que les autres, la terrasse carrelée donnant sur un magnifique panorama, les vestiges d'un improbable mini-golf re-colonisé par la nature,...

Et puis nous avons poussé un peu plus loin entre les arbres et les orties, et nous nous sommes installés sur une plage insoupçonnable. Pendant que les enfants se jetaient en riant dans les eaux vaseuses de la Seine, les adultes ont pris soin de ramasser sereinement les objets les plus susceptibles de provoquer des blessures : jante rouillée, morceaux de verre, de plastique et de ferraille,... et tous ces déchets de la civilisation qui viennent s'échouer sur les berges de cette île magique.

Lorsque les rayons du soleil se sont faits rasants, nous avons rejoint le chalet de l'association pour préparer tous ensemble le repas du soir autour du feu de bois. Et tandis que l'humidité commençait déjà à envahir la pelouse, nous nous sommes installés gaiement autour d'une grande nappe, juste en dessous du drapeau pirate qui flotte fièrement sur la clôture du jardin.

Autant vous dire que pour une citadine comme moi, cette escapade fut une véritable leçon de vie. Et je dois dire que d'une certaine manière, cela me rassure que des personnes soient capables d'explorer et investir ainsi des lieux abandonnés afin d'ouvrir des espaces de possibles. J'ai vraiment eu le sentiment que ce qu'ils font, ils le font aussi pour nous, êtres humains complètement déconnectés de leurs besoins et de la nature, si vulnérables face aux défis qui nous attendent.

Pour aller plus loin : [Sur les îles de la Seine, Mainstenant imagine la suite du monde](#), Gazette Debout, 2016

Photos : © 2017 Mainstenant | Tous droits réservés.

# L'Assemblée des Communs de Grenoble : construire la ville en commun

C'est avec un grand plaisir que j'ai fait la connaissance d'Anne-Sophie et Antoine au cours de mon périple, lors d'une pause dans la jolie ville de Grenoble. Atablés à une terrasse, nous avons partagés joyeusement les pratiques des assemblées des communs de [Lille](#) et de Grenoble autour d'un café.

Tous deux élus à la mairie, ils m'ont raconté l'histoire de ces citoyens engagés dans une dynamique de contre-pouvoir, et de leur difficulté, après avoir été élus en 2014, à s'approprier la posture institutionnelle. Le changement de culture n'a pas été évident à faire ! Mais c'est aussi ce qui fait toute la spécificité de l'[Assemblée des Communs de Grenoble](#)... qui est née de la rencontre de deux dynamiques.

Du côté de Nuit Debout, une "Commission des communs" a vu le jour en 2016, avec l'idée de discuter de la gestion des communs comme étant une responsabilité commune, qui n'incombe pas seulement aux autorités publiques mais également à l'ensemble des habitants du territoire.

Du côté de la mairie, on n'a pas lâché cette idée philosophiquement intéressante d'investir un espace entre le privé et le public afin de faire de la place aux citoyens dans le débat public. Et c'est donc cette idée qui rassemble militants et élus au sein de la même assemblée aujourd'hui.



A l'occasion de la [biennale des villes en transition](#) en mars dernier, des partenaires et des associations ont été invités. Une cinquantaine de personnes d'horizon divers ont participé à cette première assemblée, dont [Sylvia Fredricksson](#) et [Michel Briand](#), tous deux commoners, et venus partager leurs expériences.

Ce que les élus soulignent, c'est que même s'ils ont la volonté de faire avancer les choses dans le sens d'une meilleure implication des citoyens à la vie publique, cela n'est pas si simple ! D'une part parce que la législation n'est pas du tout adaptée, notamment en ce qui concerne la prise en charge des risques (le cadre assurantiel n'existe pas), et d'autres part parce que les fonctionnaires ne sont

pas du tout sensibilisés et formés pour travailler directement avec les citoyens. Les élus ont donc demandé aux services de travailler sur ces sujets afin de faire avancer les textes et les pratiques.

Malgré tout, parmi les projets aboutis au niveau de la mairie, il existe par exemple des conventions d'occupation d'espaces publics comme les jardins partagés. L'assemblée a également évoqué l'idée d'écrire une charte relative au logement, un peu comme à Bologne où une [charte des communs urbains](#) a été rédigée et signée par une quarantaine de villes italiennes.



La ville participe également à une “[plateforme des migrants](#)” pour accompagner les initiatives d'accueil. On peut aussi citer les [budgets participatifs](#) : chaque année 800K€ d'investissement sont ouverts aux projets citoyens. En 2017, 106 projets proposés par les grenoblois ont ainsi été retenus. Et côté culture, on peut citer la volonté de sortir l'art des musées avec le [Street Art Festival](#) dont on trouve les traces un peu partout sur les murs de la ville.

A ce jour, l'assemblée des communs a constitué 4 groupes de travail distincts qui se réunissent à intervalles réguliers de manière asynchrone :

- Communs Naturels
- Communs de la Connaissance
- Communs Urbains
- Communs du Bien-être et de la Santé

L'esprit des communs à Grenoble, c'est également une longue histoire. Au sortir de la deuxième guerre mondiale, contrairement à beaucoup d'autres endroits, la ville a longtemps conservé ses propres opérateurs pour gérer l'électricité et l'eau, ce qui en faisait un cas tout à fait particulier.

Après avoir quand même été privatisée dans les années 80, l'eau est revenue dans le giron public suite à une longue bataille juridique, citoyenne, de certains élus écologistes et de certains employés de la régie des eaux. Cette bataille gagnée pour la remunicipalisation de l'eau a été la première en France avec la naissance du premier comité des usagers de France, pour faire perdurer l'implication des citoyens dans la gestion de l'eau. Ainsi, le monde entier visite Grenoble pour son modèle de

gestion de l'eau. Et du côté de l'électricité et du gaz, l'opérateur est une société d'économie mixte mais le public (la ville de Grenoble) est toujours actionnaire majoritaire.

Cette expertise citoyenne et cet esprit de solidarité perdurent aujourd'hui, et s'incarnent dans la volonté de la ville de s'inscrire concrètement et durablement dans un entre-deux commun qui permet de "faire avec les autres", tous les autres...

Voir aussi :

- [A Grenoble, des aménagements urbains imaginés par les habitants](#)
- [À Grenoble, on cultive son potager sur le toit](#)
- [Remunicipalisation : Villes et citoyens tentent, malgré l'austérité, d'inventer les services publics d'avenir](#)



# L'Assemblée des Communs de Marseille- PACA : une préfiguration pleine de promesses

Cette nouvelle carte postale sera forcément... ensoleillée ! Car s'il y a bien une caractéristique propre à Marseille, c'est sa lumière... C'est ce que j'ai découvert en y passant quelques jours sur l'invitation de Pierre-Alain, un commoner avec lequel j'avais déjà échangé lors de visios sur le thème des assemblées des communs. C'est ainsi que j'ai eu la chance de participer à la toute première réunion des commoners de la région PACA !



Pour bien démarrer les échanges, nous avons commencé par un bon petit restaurant sur le Vieux Port, forcément

Ce fut l'occasion de faire connaissance avec une dizaine de participant·e·s, et de découvrir la diversité de leurs profils et de leurs projets respectifs : du responsable associatif à la juriste en passant par la chercheuse, le doctorant et les gérants d'entreprise, la tablée ressemblait à l'idée que je me fais d'une assemblée des communs, c'est à dire un joyeux mélange de parcours hétéroclites.

Nous avons ensuite rejoint le [MarsMedialab](#), un magnifique tiers-lieu de 350m<sup>2</sup> en plein cœur de la ville, pour démarrer la session de travail à proprement parler. L'objectif était très simple : réunir les bonnes volontés régionales autour de la question des communs. Et la problématique claire : que fait-on de ces bonnes volontés ? Quelles genres d'actions ce groupe peut-il mettre en place ? Quelle structure lui donner ?

Outre les personnes, le tour de table a permis de (re)découvrir un certain nombre de communs et d'initiatives emblématiques nationaux et locaux comme :

- [SavoirsCom1](#), un collectif engagé pour le développement de politiques et d'initiatives liées aux communs de la connaissance ;
- [Ars Industrialis](#), association culturelle créée par Bernard Stiegler, et dont la seule antenne régionale se situe à Marseille ;

- [L'Office](#), une structure qui accompagne les transitions culturelles, sociales, éducatives et économiques, d'une société "en régime numérique" vers une société "des communs" ;
- [H2H](#), une plateforme logicielle qui porte les projets de la coopérative d'habitants [Hôtel du Nord](#) ;
- [1DLab](#), start-up de l'ESS (économie sociale et solidaire) ;
- [Mnemotix](#), une smart-up coopérative qui travaille sur la sémantisation des données ;
- [La ManuFabrik](#), une SCOP qui s'inscrit dans le champ d'action de l'éducation populaire ;
- [Pas Sans Nous](#), une association qui s'est donnée pour rôle d'être un syndicat des quartiers populaires,...



Les échanges ont été riches et très engagés. Les personnes présentes avaient à cœur de faire avancer concrètement les communs localement. Mais pour une première rencontre, il était important, avant de parler de projets précis, de partager une vision commune de l'organisation du groupe et des méthodologies à adopter pour travailler ensemble.

C'est dans cette optique que j'ai partagé les pratiques de l'[Assemblée des Communs de Lille](#), et notamment le modèle de gouvernance que nous avons adopté dans notre collectif et qui fonctionne très bien depuis deux ans, la [stigmergie](#). Appuyée par Pierre-Alain, déjà convaincu, j'ai pris soin d'insister sur l'importance de **documenter** les usages, de manière à faciliter l'insertion des nouveaux venus et à favoriser la transparence des processus.

Au cours de l'après-midi, la spécificité de la dynamique marseillaise m'est apparue sous deux formes :

- d'une part, il semblait très clair qu'il y avait deux mouvements assez distincts. D'un côté les besoins liés à ce qui pourra ressembler à une [Assemblée des Communs](#) : cartographier les communs, créer du réseau,... et de l'autre des questions très pressantes et très concrètes à propos de la mise en place d'une économie des communs, ce qui relèverait plutôt d'une structure de type [Chambre des Communs](#).
- d'autre part, la région étant vaste, il semblait évident qu'au moins deux pôles géographiques majeurs se dessinaient : un groupe centré sur Marseille et ses alentours, et un autre plutôt ancré du côté de Sophia Antipolis.

Ce qui est ressorti également des échanges, c'est que chacun·e étant déjà bien engagé·e dans ses propres projets, le temps était forcément limité pour investir un nouveau collectif, ce qui ferait plutôt de l'assemblée une forme de « hub », de chambre d'écho des initiatives des uns et des autres. Mais la volonté d'apprendre à se connaître et de créer un véritable commun en travaillant ensemble à des initiatives concrètes était palpable.

Pour conclure, après la [rencontre avec les commoners grenoblois·e·s](#), cet échange marseillais a achevé de me convaincre que les assemblées des communs sont des lieux de co-création tout à fait uniques, dans lesquels il ne faut surtout pas essayer d'appliquer un modèle théorique centralisé, mais bien accueillir les élans contributifs dans une dynamique ancrée localement et respectueuse des spécificités géographiques et historiques de chaque lieu d'implantation.

Pour aller plus loin :

- [La page du wiki des communs](#) dédiée à l'assemblée des communs de Marseille-PACA
- [Le compte-rendu](#) de cette première réunion
- [La liste de diffusion](#) par mails créée à l'issu de cette rencontre

# “Les Ateliers” à Castres : du rêve à la réalité

S’il y a bien un commun que je souhaitais vous présenter c’est celui-ci ! J’ai eu la chance d’assister à sa conception, alors c’est toujours émouvant de constater quelques années plus tard que le bébé a bien grandi et se porte comme un charme.

Mais de quoi s’agit-il ? Le pôle “[Les Ateliers](#)”, situé à Castres dans le Tarn, est un lieu dédié au développement de l’économie durable. Mais encore ? Eh bien ce sont près de 4000m<sup>2</sup>, situés à quelques encablures du centre-ville, qui ont été aménagés pour accueillir tout un tas de projets en lien avec l’Économie Sociale et Solidaire (ESS) : un magasin de producteurs locaux, un restaurant qui se fournit chez eux, une recyclerie, un espace de coworking, des bureaux et espaces à louer,...



A peine un an après son ouverture, on dirait que ce lieu fait partie du paysage depuis des lustres. Pourtant, il en aura fallu du temps, de l’énergie, de la créativité, et les actions concertées de tout un collectif pour le faire exister...

L’histoire commence à la fin des années 90. Pierre est alors un entrepreneur à la tête depuis 20 ans de l’entreprise textile familiale léguée par son père et son grand-père. Durant toutes ces années, il a contribué à faire passer l’entreprise de 40 à 250 salariés. Mais brutalement, les frontières européennes se sont ouvertes, notamment au marché chinois. Il n’aura pas fallu bien longtemps pour que les clients, séduits par des prix divisés par deux, désertent et que les banques lâchent l’entreprise. Fin 2008, le sort en est jeté, c’est la liquidation, il faut licencier. “*Humainement, ça s’est passé avec beaucoup de respect, personne n’était responsable de la situation, mais ça a été très dur pour tout le monde*” raconte Pierre.

Une fois au chômage, l’entrepreneur, qui s’intéressait déjà depuis longtemps au fonctionnement des coopératives et qui cherchait comment se reconvertir, s’est lancé dans un Master d’Economie Sociale et Solidaire à l’Université de Toulouse. Dans le cadre de cette formation, on lui a demandé de présenter un projet. C’est alors qu’il a imaginé ce pôle...

Il se trouve que le bâtiment dédié à la logistique de son ancienne entreprise avait miraculeusement échappé à la liquidation grâce à un locataire venu s’installer un mois avant la mise aux enchères ! Bien sûr, il fallait avoir de l’imagination à ce moment-là pour penser que le lieu pouvait accueillir autre chose que des linéaires de casiers à l’abandon... J’ai visité l’endroit quand il n’était encore

qu'une friche industrielle, je peux vous dire que c'était très impressionnant et triste de parcourir les longues allées vides éclairées par des néons blafards et les hangars hantés par des mannequins...



Dans l'esprit de Pierre, les choses étaient très claires : ce projet serait collectif, ou il ne serait pas. Dès août 2011, c'est donc sous la forme d'une association que la dynamique a pris corps, avec notamment la participation de [Regate et Regabat](#), deux Coopératives d'Activité et d'Emploi (CAE) du territoire, l'[IES](#), coopérative régionale de financement solidaire, et la [CRESS](#) (chambre régionale de l'économie sociale et solidaire).

La première réunion de présentation du projet, en octobre 2011, a réuni une cinquantaine de personnes intéressées. Et comme la tradition familiale n'avait pas disparu avec l'entreprise, c'est Jean, le fils de Pierre, qui a démarré l'étude de faisabilité par un petit contrat de 6 mois financé par l'Union Européenne. Et puis les choses se sont enchaînées relativement vite au regard de l'ampleur du projet :

- 2012/13 : la foncière [Etic](#), qui crée, finance et gère des espaces de bureaux et de commerces dédiés aux acteurs du changement sociétal, a accepté de devenir partenaire et de financer le projet ;
- 2013/14 : le [LaboESS](#), sélectionne le projet pour devenir « Pôle Territorial de Coopération Economique » (PTCE) témoin, au côté de 23 autres projets ; et le permis de construire est déposé ;
- 2015 : la [Caisse des Dépôts et Consignations](#) rejoint également le projet ; l'association "Roule ma poule", prémisses du futur magasin de producteurs locaux, est lancée ; et les travaux commencent !
- 2016 : le bâtiment est entièrement rénové, les résidents s'installent, et les différents projets ouvrent un par un : le restaurant, le magasin de producteurs, la boutique textile,...



L'association est alors transformée en SCIC (Société coopérative d'intérêt collectif), avec 2 co-gérant·e·s, une cinquantaine d'associé·e·s (individuels et structures), 11 salariés et un service civique. La gouvernance de la SCIC fonctionne sur le principe "1 personne = 1 voix". *"De la place est aussi prévue pour les collectivités, mais il n'y a pas de volontaires pour le moment"* regrette Pierre.

Si j'ai souhaité vous présenter ce projet, c'est bien sûr parce que j'ai été personnellement impliquée dans son démarrage, et que l'énergie déployée par Pierre, Jean et le collectif m'a beaucoup impressionnée. Mais c'est aussi parce qu'aujourd'hui, Les Ateliers me semblent être une réalisation exemplaire de "commun", ou plutôt, de plusieurs communs emboîtés.

Au niveau du bâti, c'est la foncière Etic qui est désormais propriétaire des murs, assurant une pérennité au projet. Dans la SCIC, le fonctionnement de la gouvernance permet à chacun·e de s'investir et de se sentir partie prenante de l'ensemble des initiatives. Et même à l'intérieur de la structure, les freelances installés dans l'espace de coworking ont récemment décidé de se réunir sous la marque "Les Ateliers de la Com" pour répondre tous ensemble à des appels d'offre...

Bien entendu, à tous les niveaux, on assiste là à des expérimentations, alors tout ne se fait pas sans mal, et les décisions évoluent au gré des expériences. Même si les activités rentables financent en partie les activités qui ne s'auto-financent pas, le modèle économique cherche encore à s'affiner. Beaucoup de services sont et ont été rendus gratuitement, et c'est à ce niveau que la SCIC cherche à développer des partenariats avec les institutions de manière à être soutenue en démontrant l'impact et l'intérêt du projet pour le territoire.

Quand à l'esprit général, c'est Pierre qui en parle le mieux : *"Après 20 ans d'entrepreneuriat classique, j'ai découvert une autre approche. Dans le milieu de l'ESS, ce ne sont pas les mêmes rapports humains. Par exemple, les financeurs éthiques sont à notre écoute et cherchent des solutions avec nous. J'ai toujours essayé d'avoir cet état d'esprit dans mon entreprise, et là, mon désir de montrer que l'on peut entreprendre autrement s'est concrétisé. La grande différence, en tant qu'entrepreneur, c'est que je me suis senti accompagné par les partenaires et entouré par le collectif. Les salariés sont associés, et tout le monde est motivé pour faire avancer le projet."*

Et c'est avec beaucoup de sérénité que Pierre vient donc de prendre sa retraite... même s'il n'exclue pas de donner encore un coup de main de temps en temps.

# Les quartiers populaires, un vivier de communs ?

Cette dernière carte postale sera sans doute un peu plus personnelle, d'autant qu'elle ne concerne pas un "commun" à proprement parler. Lors de ma visite à l'Assemblée des Communs de Marseille, Pierre-Alain, qui est un membre très actif de l'association "[Pas Sans Nous](#)" m'a invitée à participer à l'[Université des quartiers populaires](#) qui s'est donc tenue à Angers les 25, 26 et 27 août derniers.

Autant vous le confier d'emblée, je n'aurais jamais eu spontanément l'idée de me rendre à un tel événement. En tant que fille de profs blanche d'une petite ville de province, j'ai bénéficié d'une enfance relativement protégée, et je ne connais des "quartiers" que ce que chacun et chacune peut en entendre dire dans les médias. Ce n'est pas faute d'avoir été éduquée dans un esprit humaniste (je me souviens encore du poster de la [Licra](#) scotché sur la porte des toilettes...), mais je dois bien avouer que les difficultés sociales sont globalement restées pour moi de l'ordre du concept. Ajoutez à cela que mon hypersensibilité m'a toujours empêchée de m'approcher concrètement des souffrances du monde, et vous pouvez alors imaginer dans quel état d'esprit je me suis rendue à Angers...



La Coordination nationale Pas sans Nous s'est créée en septembre 2014 pour mettre en œuvre les 30 propositions du rapport public "[Pour une réforme radicale de la politique de la ville. Ça ne se fera plus sans nous](#)", remis au Ministre de la Ville en juillet 2013. Depuis, les militant·e·s de la Coordination et leurs délégué·e·s régionaux/les se sont mobilisé·e·s sur le terrain pour faire entendre la voix et les revendications des habitant·e·s des quartiers. En organisant sa première université d'été, l'association souhaitait non seulement réunir les membres actifs mais également faire participer un maximum de personnes issues des quartiers populaires pour entendre leurs témoignages.

Pour ce faire, de nombreux bus ont été affrétés depuis la France entière. Je me suis donc retrouvée avec ma petite valise à roulettes et mon ordinateur en bandoulière en plein cœur du marché de la Faourette dans le quartier populaire de Bagatelle à Toulouse, lieu où l'on m'avait donné rendez-vous pour voyager avec les familles jusqu'à Angers. Le grand sourire et les explications de Samira,

chargée de l'organisation de ce voyage, ont bien vite fait disparaître l'anxiété qui m'étreint toujours quand je suis dans des situations inhabituelles, et j'ai pris place à bord du bus avec l'enthousiasme toujours renouvelé que je ressens lorsque je voyage.

La première chose qui m'a frappée, c'est que la délégation toulousaine était exclusivement constituée de jeunes femmes accompagnées de leurs enfants. Samira m'a expliqué que l'association avait fait en sorte d'organiser l'accueil des enfants (notamment avec des ateliers prévus spécifiquement pour eux) de manière à faciliter la venue des mamans. Pour beaucoup d'entre-elles, c'était d'ailleurs le tout premier voyage longue distance à l'extérieur du quartier ! Évidemment, cet échantillon n'était pas statistiquement représentatif, mais l'absence d'hommes m'a quand même confortée dans une intuition récurrente : sur le terrain, ce sont les femmes qui œuvrent concrètement à la cohésion sociale...

Mon deuxième constat fut un peu plus amer : en 8 heures de trajet, je n'ai pas réussi à échanger avec ces jeunes femmes. On m'a expliqué un peu plus tard que je n'utilisais sans doute pas les bons codes pour communiquer. Regarder une personne droit dans les yeux pour essayer d'établir un contact peut être vécu comme une agression (à noter que ce n'est pas spécifique des quartiers populaires et que j'ai déjà été confrontée à cette question dans de nombreux autres contextes...). J'ai aussi été touchée lorsque j'ai compris qu'elles étaient très intimidées, notamment parce que l'événement s'intitulait "Université", un mot qui représente pour elles quelque chose d'inaccessible et impressionnant. Bref, il m'a fallu un peu de temps pour intégrer que, malgré ma bonne volonté, en étant simplement ce que j'étais (blanche, plus âgée, avec un vocabulaire différent), je représentais sans doute un "système" qui ne leur est pas favorable...

Une fois les bagages déposés à l'hôtel, le petit groupe s'est rendu dans le quartier de La Roseraie où allait se dérouler l'essentiel de l'Université, l'occasion de constater que, contrairement à d'autres villes, le tramway flambant neuf arrive au cœur de la cité, elle-même complètement rénovée... J'ai pris place dans une salle de spectacle, et... j'ai été mise dans le bain tout de suite grâce à une conférence gesticulée : David Ropars a grandi dans "la cité", il est blanc, et aujourd'hui, il se fait le porte-parole de tous ceux que l'on n'entend pas, dans un spectacle aussi tendre que cynique. Il y dénonce avec intelligence et humour toutes les trahisons, grandes et petites, de la société envers ces fameux quartiers où il a vécu. Et son émotion n'est pas feinte lorsqu'il évoque ses copains d'enfance, aujourd'hui morts ou en prison... Quand je lui ai demandé où on pouvait trouver son spectacle sur internet, le comédien m'a répondu ceci : *"Ce spectacle est particulier, intime. Je ne le joue pas souvent et dans certains contextes seulement. Je ne souhaite pas le diffuser."*

Le temps de cet échange, je me suis aperçu que le groupe avec lequel j'étais censée retourner à l'hôtel avait disparu. J'étais donc seule, en pleine nuit, en plein cœur de la cité... Et bien l'honnêteté m'oblige à vous dire que j'ai eu peur. Quelques minutes et un coup de fil plus tard, j'ai retrouvé Pierre-Alain à la station de tramway, et nous avons longuement échangé sur cette peur, sur mes idées reçues, mais aussi sur les raisons bien réelles qui pouvaient fonder ce sentiment... Cette première journée fut donc riche en émotions...





Le lendemain, tout ce petit monde s'est retrouvé en plein air, dans une ambiance à la fois studieuse, militante et joyeuse. Des tables rondes avaient été organisées, sur des thèmes très précis comme l'emploi, l'école, le droit au logement ou encore la santé. Comme à mon habitude, j'ai papillonné de l'une à l'autre. Ce n'est pas le propos de cet article de faire un compte-rendu détaillé de tous ces échanges, mais je vous livre quand même quelques réflexions entendues ici ou là :

- **Table ronde “Logement et rénovation urbaine”** : il a longuement été question des [conseils citoyens](#), dénoncés comme étant de véritables “*mascarades*” lorsqu'ils sont créés de toutes pièces par les mairies. Le déroulement de ces conseils est souvent vécu comme “*difficile*”, “*politique*”, “*conflictuel*”, “*alors qu'on est censé travailler ensemble*”... Certains militants ont insisté sur le fait que légalement, il est tout à fait possible de créer son propre conseil citoyen contre l'avis du maire, du moment que celui-ci est validé par le préfet. Beaucoup d'autres témoignages ont souligné la violence (quand ce n'est pas la vacuité totale) des dispositifs mis en place pour la rénovation des quartiers. Les habitants ont clairement le sentiment qu'on ne les écoute pas, et que les décisions (architecture, urbanisme,...) viennent de personnes qui n'ont jamais mis les pieds sur les lieux et ne comprennent rien aux usages réels dans l'espace urbain. Les habitants subissent donc des rénovations de leurs lieux de vie sans avoir été consultés, informés ni rassurés... Une fois encore, des personnes ont encouragé les autres à ne pas être défaitistes : “*Dans certains quartiers, ils ont réussi à débouter les projets de la mairie et à dessiner eux-mêmes les plans de leurs nouveaux quartiers*”, “*Un maire n'est pas un souverain, il n'a pas le droit d'imposer ses projets, défendez-vous !*”. Globalement, cette table ronde a permis de mettre en évidence les tensions qui existent entre les besoins des habitants et les projections “hors sol” des institutions, et de partager des solutions légales qui ont fonctionné pour certains quartiers.
- **Table ronde “Emploi et développement économique”** : là aussi, la position des institutions est profondément questionnée. Selon les participants, beaucoup de choses sont été faites depuis 20 ans, notamment via les [régies de quartiers](#) mais d'une part, les lois qui existent ne sont pas respectées, et d'autre part, l'institutionnalisation “avale” les initiatives en construisant des “dispositifs” qui sont pensés très intelligemment mais mis en oeuvre de

manière catastrophique. Le mot d'ordre est donc de *“revenir à l'auto-organisation”*, de *“passer par le faire nous mêmes”*, de *“mettre en place les choses qui ne sont pas prises en charge par l'état ni le privé”*. Les partages sont résolument tournés vers une *“sortie de l'infantilisation et de la culpabilisation”*, la recherche de ressources (pas seulement financières) pour ne plus dépendre des subventions publiques, le repérage et la mutualisation des compétences. Des exemples très concrets sont partagés comme les coopératives d'activités, les fablabs créés par les personnes des quartiers, etc... La réflexion est même poussée jusqu'à dire que les quartiers peuvent en fait être considérés comme de véritables laboratoires d'innovation et d'expérimentations qui seront utiles aux autres quartiers des autres couches sociales quand il n'y aura plus de travail pour eux non plus...

- **Table ronde “Les conséquences des discriminations”** : c'est sans doute en écoutant les témoignages de toutes ces personnes victimes de discriminations que je me suis sentie le plus émue, et le plus mal à l'aise aussi. De cette jeune femme qui vit dans la ZAD notre Dame des Landes pour fuir le système, à cette autre à qui l'on a refusé un logement en centre ville parce qu'elle est noire, en passant par ce jeune homme qui témoigne des humiliations subies à l'école, j'écoute une litanie de situations insoutenables et pourtant vécues au quotidien par toutes ces personnes. Cependant, là encore, il n'est pas question de verser dans la victimisation. Les interventions se multiplient pour dire qu'*“il faut arrêter de se lamenter sur soi et passer à l'action”*, qu'*“il existe des lois et qu'on doit les connaître pour les faire appliquer et faire respecter nos droits”*,... Certains expliquent même que le racisme commence à l'intérieur même des quartiers entre les différentes cultures, et qu'avant de vouloir *“changer la société”*, il faut déjà se changer soi-même, changer les comportements au sein même des cités...

Au fil de la journée, mes idées reçues sur “les quartiers” sont donc tombées les unes après les autres. J'ai découvert des femmes et des hommes courageux, compétents, pugnaces, constructifs, optimistes, qui œuvrent chaque jour à améliorer la vie de la cité, c'est à dire qui font de la politique au sens noble et étymologique du terme. En repartant, je n'ai pas pu m'empêcher de me dire que toutes ces personnes, je ne les avais jamais vues dans les assemblées des communs... qui sont bien souvent constituées de personnes [CSP+](#) et blanches... ni dans aucun des événements liés aux communs auxquels j'ai pu participer... Autant vous dire que ça donne à réfléchir sur le fossé qui existe entre la théorie et la pratique... Et qu'il me paraît juste de souligner l'importance du travail de mise en lien de ces univers effectué par des personnes comme Pierre-Alain...

C'est pour cette raison que j'ai souhaité finir ma série d'articles sur cette expérience, parce qu'elle fut un point d'orgue de mon voyage, tant sur le plan émotionnel que sur celui d'une réflexion sur la nécessité qui pousse de plus en plus de personnes à construire des communs... Il semblerait que ces citoyens, considérés comme “de seconde zone”, soient au contraire entrés dans une phase de maturité exemplaire pour le reste de la société en transformant leur colère (justifiée) en actes constructifs et autonomes, même si leurs initiatives passent en dessous de tous les radars institutionnels et médiatiques.

Ah oui, et je voulais vous dire pour finir : juste avant de partir pour la suite de mes aventures, sur le pas de la porte de l'hôtel, j'ai échangé un sourire avec une des jeunes femmes du bus toulousain...

Pour aller plus loin :

- [« Dans les quartiers populaires, nous ne luttons pas avec une pancarte, nous survivons »](#) – Politis, 28 août 2017
- [Les «Pas sans nous» pointent l’oubli des quartiers populaires](#) – Mediapart, 27 août 2017 (lecture réservée aux abonnés)
- [Assemblée populaire au coeur du quartier Monplaisir à Angers](#) – Vidéo Facebook en direct de DataGueule, 27 août 2017

# The Emergence of Assemblies of the Commons in France

In France, the theme of “commons” as a possible structure for society re-emerged gradually since the late 90s and French books on the subject have been published since the 2000s.

This question has been confined to the field of digital commons for a long time, and has expanded more and more in recent years into areas such as community gardens or food cooperatives.

Events clearly identified as related to commons began to be organized in 2009 (“[Brest in commons](#)”) and are scattered over thirty territories in 2013. The same year, Michel Bauwens popularized the concept of “Chamber of Commons” (earlier proposed by [David Ronfeldt](#) in 2012) and quickly supplemented it with the concept of “Assembly of Commons”, in an appeal: [Proposed Next Steps for the emerging P2P networks and Commons](#).

After another highlight at the “[Forum of Cooperative uses](#)” of 2014 and the self-organized festival “[The Common’s time](#)” in October 2015 which saw the emergence of 344 events with the logistical support of [VECAM](#) association, the idea of federating the commons as permanent assemblies was mature.

After this festival, several Assemblies of Commons begun to emerge explicitly in Lille, Toulouse, Brest and several other big cities in France. It must be understood that these assemblies are all at the “incubation” stage, and each of them is inventing its own operation as informal structures. For most, they met only once or twice.

They have a French [wiki](#) to document and exchange practices, and a [website](#) to communicate to the outside.

The main purpose of these assemblies is to be a forum to exchange experiences and bring together commoners. They also aim to promote the creation of an ethical economy that can create livelihoods around the commons. They try to identify and develop commons through mapping and meetings.

## Connecting across geographies

The project is related to similar ones in France and in other countries as from the beginning, we felt the need to create communication tools on the web, such as a [wiki](#). Thus other Francophone assemblies of commons (Toulouse, Brest, Rennes, but also Liège in Belgium ...) could join the dynamic. The projects are connected through the wiki and Facebook groups and can learn from each other.

For the moment we have no links with other assemblies in the world, but also because they do not yet exist to our knowledge. Francophone assemblies are interconnected but also to local associations which were already dedicated to the commons for many years.

## The Assembly of Lille

One of the most active assemblies is located in Lille (North of France) where meetings are held once a month since October 2015. There, news from different commons of the territory are shared, but also skills, ideas and knowledge in the form of self-managed workshops organized by those who are present. All members of the assembly have the opportunity to offer workshops and other members join the workshops that they like.

The assembly of the commons in Lille was started by a group of people who were the co-organizers and participants of “[Roumics](#)“, an event focusing on digital inclusion and digital rights; the launch co-incided with the ‘Temps des Communs’, a multi-day coordination of events in the French and francophone world, held in October 2015. More specifically, it started around the workshop “Identify and promote convergence around commons” that has gathered the first group of people interested in the subject including members of the [Interphaz](#) association. Interphaz is a popular education structure whose purpose is to gather citizens around projects that become mediation places.

After “Roumics”, two informal meetings took place to discuss the notion of assembly of commons. Then the idea was structured around a third meeting entitled “Building in action the assembly of commons” which was announced on Facebook and in which a first organization with workshops was tested.

As I created Semeoz in september 2015 to observe collaborative and constructive actions around the world, I quickly heard about the commons and I wanted to participate in the third meeting in Lille. Coming from Toulouse a few months ago, it was also for me a good way to create a new social network in connection with my ethical values.

All citizens are invited to participate in the assemblies. People come from different backgrounds: associations, local elected officials, commoners... During a round, which aims to create cohesion, everyone presents and describes the common or other structures in which they participate. In no case a person represents an organization. People attend the assembly as individuals (and they often say they are relieved to be able to do).

There are wide disparities between different groups: some have known the concept of Commons for many years, others have just discovered the concept and like to participate in the introductory workshop. Workshops can be held on site the day of the meeting, or in a remote way. Each workshop is documented.

The operating mode adopted for the moment is peer-to-peer and decentralized. However, the members of the assembly are careful to leave many written traces of their work (mainly on the wiki) as it follows a [stigmergic strategy](#) – which is a mechanism of indirect coordination. This may scare some people, or be considered as inefficient because it is informal, but in reality, the workshops are all operational one after the other, and the objectives of the group are achieved without requiring votes or endless meetings.

Governance is currently based on consent: as long as nobody makes a reasoned objection, the meeting records progress. After six months of operation (seven assemblies), no major objections were raised. Should this happen, the meeting would focus on dialogue rather than voting. The emphasis is put on welcoming contributing impulses and trusting people as a starting point. The assembly members prefer to build together rather than “fight against”.

To date, the assembly is supported financially by a local association which pays for room rental. It works closely with the Chamber of Commons whose future vocation is to support the assembly.

Despite the involvement of several people (also in Lille), the chamber of commons is still a concept because it seems easier to federate individuals than established structures which are often dependent on local political and civic institutions. There is nevertheless a [website](#) that offers explanations to better publicize this proposal.

In [Lille](#) and [Toulouse](#), a “Social Charter” is being written. It will define the basic objectives of the Assembly (ethics, shared values, inclusion in the local “ecosystem”), its governance, tools, methods, partners,...

## **Basic strategies for establishing Assemblies**

This is just the beginning...

And if we could share some advice for people / commoners who would like to establish an assembly of the commons, we would say:

- Set yourself some simple goals, do things and describe what you are doing (instead of writing in detail what should be done).
- Let people be free as individuals, their creativity will surprise you.
- Even if the operating mode is decentralized, it is important to plan times to get acquainted and to exchange in order to create a group dynamic.
- Consider inviting local elected officials, association representatives who do not know commons to start building bridges with social life (they are often very happy to discover new practices).
- Use digital tools from the beginning to create emulation inside your assembly and between assemblies.

## **The Future of the Assemblies**

It is impossible to know the future of the assemblies. I cannot make any prospective forecasts regarding the commons movement. If the time has come for the deployment of a peer-to-peer society, then it will naturally emerge. From my perspective, this emergence depends primarily on the personal development of individuals. According to me, self-awareness is the best way of distinguishing equality from egalitarianism and of avoiding working unconsciously on the establishment of forms of totalitarianism despite good intentions.

I therefore believe that commons can develop harmoniously only on the condition that the individuals integrate profoundly that “peer” is not synonymic of that which is “identical to me” (identity as homogeneity) but rather is talking about connecting and loving radical otherness (p2p identification as heterogeneity). Finding what we have in common does not mean erasing our singularities, but rather learning to work together with them in order to create something in common, which is very difficult to achieve (indeed, the work of a lifetime)!

If the development of assemblies of the commons moves in this direction, the network meetings are expected to grow more and more in territorially, based on the existing network of the commons. In

principle, the assemblies should not consolidate too large geographic territories, and allow smaller communities to interconnect with each other.

*This article was previously published on the [P2P Foundation blog](#). It is under a Creative Commons Attribution – Share Alike 3.0 Unported License.*

# “La Fonderie”: 30 years of successful participatory housing

When I left the metro station in Vanves, south of Paris, I discovered a pretty, modern and flowery city. Just a few steps from the station, I found the porch I had been told to look for, and crossed beneath it to find the participative habitat where I would spend a week. It was a large building, nestled between the wall of the cemetery and the surrounding houses, wrapped around a tree-lined garden. Suzanne, a young retired woman, welcomed me and gave me a tour of the property.

La Fonderie is a project begun in 1984. This building was first a factory, bought by a developer forced to buy it as part of a lot, but who didn't know what to do with it. He was delighted when the families (first 3, soon 10) offered to buy it so they could do some work and make their participatory housing project a reality.

From the beginning, the habitat was intended to save energy and be environmentally friendly, but craftsmen able to build a wooden frame building (more than just soundproofing) were not legion at that time. The group agreed to a compromise: the building would be made of concrete with a wooden frame, and a very nice wooden façade would be added. It was no easy task, as the building was completely twisted and the carpenter in charge of its cladding almost threw in the towel several times! All of the residents had to persuade and encourage him to finish.



After two years of work, the building finally emerged: 9 apartments from 70m<sup>2</sup> to 120m<sup>2</sup> in various shapes; a common room; two shared guest rooms; a workshop and a shared cellar; as well as a garden equipped with a compost. The only thing young couples completely overlooked at the time was the issue of aging. There are stairs everywhere. Nothing was planned to make life easier for people with reduced mobility, so it's a question of adding an elevator in the column provided by the architect, but it wouldn't solve the problem for apartments that are almost all duplex or triplex.

The truth is that when the project was started, the inhabitants were not planning to be doing this 30 years later! This is a particularly exemplary experience because, after all this time, the same families (with one exception) remain in the area. Of course, the fifteen or so children who grew up



there have now moved away, but the original couples are there and continue to operate the common parts of the place – for example, welcoming people like me, or opening the meeting room.

What is the secret of such longevity? First, a fairly strong convergence of values (eg., ecology, anti-liberalism or, anti-neoliberalism) and practices. Most of the inhabitants of La Fonderie are also involved in local associations like the local newspaper, environmental film festival, cyclists' association, etc. They took part in the creation of the first AMAP (community-supported agriculture) in Vanves, opening their collective compost to the inhabitants of the district. In short, they are people who are comfortable with community life and citizen involvement.



The second secret is that community life is governed by clear rules, based on unanimity. At first, there was a monthly meeting (sometimes more) to discuss all subjects. In time, the unwritten rules of common life were integrated by everyone. Today, a single annual meeting is enough to solve a number of unusual questions. Things also happen informally: in the corridors, the garden, or during the many shared meals. There's also a whiteboard outside for “on-duty” messages.

Conflicts? Of course there were some. But they all got settled, the most effective method being... time. Today, most of the inhabitants of the place are retired, and are not always present in the building. The question of community sustainability arises. What will happen to the place? Will it be sold gradually to the highest bidder in a context where the PLU jumped 30%? Suzanne is confident that “We won't all leave at the same time,” she explains, “it's also possible that we can gradually integrate new inhabitants seduced by our way of life, acclimatize them and pass on our traditions.”

*This article was previously published on the [P2P Foundation blog](#). It is under a Creative Commons Attribution – Share Alike 3.0 Unported License.*

# Mainstenant and the pirate island

The extraordinary thing about nomadism is that it lets me discover people and places whose existence I could never have suspected! On the recommendation of a commoner friend, I found myself one day with my little suitcase-on-wheels at the Paris Saint Lazare station; I took a suburban train and 25 minutes later disembarked in another dimension...

After a good fifteen minutes of walking, I reached a barely noticed dock and before long, a small boat approached and I boarded for a trip to the opposite side of the river. I had arrived on the [island of Platais](#)! Here, Laurence came to greet me, and guided me through a maze of small green pathways.



Laurence, a researcher at the university, is part of Mainstenant, a group of about fifty people who set out to revive abandoned places, villages and buildings – not only for leisure or work, but also to settle permanently and live with their families. And among the places they discovered, there is this extraordinary island.

In large part, it is inhabited, sometimes year-round but most often in the summer. There are a lot of cottages, large and small, made of fibre cement or wood. This place looks like a giant campsite whose tents and caravans would have fallen down eventually. As you stroll along the narrow roads, it's almost like "The Village" in [the Prisoner series](#).

But the most surprising thing was yet to come. A whole part of the island is indeed uninhabited, abandoned after a period of glory now past. Accompanied by Adrien, Nicolas, and a whole bunch of explorers of all ages, I crouched in the grass beside an old disused swimming pool worthy of a cinema set.



My hosts were obviously at home in this ruin! They had me going around the property with a big smile, happy to show me the empty cabins, the old piano, the graffiti (more creative than many others), the tiled terrace giving on a splendid panorama, the vestiges of an unlikely miniature golf re-colonized by nature...

Then we pushed a little further on, between the trees and the nettles, and settled down on a hidden beach. While the children laughed at each other in the muddy waters of the Seine, the adults took care to calmly pick up potentially harmful objects: rusty rims, pieces of glass, plastic and scrap metal... all the rubbish from civilization landed on the shores of this magical island.

When the sun set, we went to the association's chalet to prepare the evening meal together around the wood fire. And while the humidity was already starting to invade the lawn, we happily settled around a large tablecloth, just below the pirate flag that proudly floats on the garden fence.

For a city girl like me, this getaway was a real life lesson. It reassures me that people can explore and invest in abandoned places in order to open up spaces of possibilities. I really felt that what they do, they do for us as human beings who are completely disconnected from their needs and from nature, left so vulnerable to the challenges that lie ahead.

*This article was first published [here](#) by the P2P Foundation under a [Creative Commons Attribution – Share Alike 3.0 Unported License](#).*

# The Assembly of the Commons of Grenoble: building the city together

It was with great pleasure that I met Anne-Sophie and Antoine during my journey, while taking a break in the beautiful city of Grenoble. We happily shared the practices of the Lille and Grenoble assemblies of the commons over a coffee at a sidewalk cafe

Anne-Sophie and Antoine were both elected to positions in city hall. They shared stories with me of citizens engaged in a dynamic of counterpower and, after being elected in 2014, of their difficulty in taking on an institutional posture. Changing culture is not always easy! But this is what also makes the Grenoble Assembly of the Commons so special, born of the meeting of two dynamics..

The first of these two comes from Nuit Debout, within which a “Commission of the Commons” was created in 2016. The idea was to discuss the management of commons as a *common responsibility*: not only the responsibility of public authorities, but also of the area’s inhabitants.

The second dynamic, on the part of city hall, was the philosophically interesting idea of investing in a space between the private and the public, to make room for citizens in the public debate. The key here is that this idea has not been abandoned at all, in fact it unites activists and elected representatives in the same assembly today.



Last March, during the [Biennale of Cities in Transition](#), partners and associations were invited to the assembly. About fifty people from various backgrounds participated in this first assembly, including [Sylvia Fredricksson](#) and [Michel Briand](#), both well-known French commoners who came to share their experiences.

What the elected representatives underline is that even if they have the will to make a difference in the direction of greater citizen involvement in public life, it is not so simple. Legislation is not adapted at all, particularly with regard to risk management (the insurance framework does not exist). On top of that, officials are not so aware, and not trained to work directly with citizens. Faced with this, the elected representatives asked the services to work on these points and advance the texts and practices.

Nevertheless, among the completed projects at the town hall level, there have been agreements created for occupying public spaces such as shared gardens, for example. The assembly also discussed the idea of writing a charter on housing, a bit like in Bologna (Italy), where [a charter of urban commons](#) was drafted and signed by some forty Italian cities.



The city also participates in a “migrants’ platform” to accompany reception initiatives. There are also participatory budgets: every year, 800K€ in investment is opened to citizens’ projects. 106 projects proposed by the Grenoble region were selected in 2017. On the cultural side, we can cite the desire to take art out of museums with the [Street Art Festival](#), whose traces can be found all over the city walls.

To date, the Assembly of the Commons has set up four separate working groups which meet asynchronously at regular intervals:

- Natural Commons
- Knowledge Commons
- Urban Commons
- Commons of Health and Well-being

The spirit of commons in Grenoble has a long history. After the Second World War, unlike many other places, the city had long retained its own operators to manage electricity and water, which made it a very special case.

After being privatized in the 1980s, water came back into the public domain after a citizens’ lengthy legal battle with certain environmental elected officials and some employees of the water authority. This was the first battle won in France for water municipalization, along with the first French users’ committee to make the citizens’ involvement in water management last. The whole world visits Grenoble for its water management model. And on the electricity and gas side, the operator is a mixed-economy company but the public (the city of Grenoble) is still the majority shareholder.

This civic expertise and spirit of solidarity continue today, and are embodied in the city’s desire to be part of a concrete, lasting relationship between two communities that “do with others”, all the others...

# The Assembly of the Commons of Marseille: a prefiguration full of promise

This new postcard will be sunny! If there is one characteristic peculiar to Marseille, it is its light. This is what I discovered by spending a few days there on the invitation of Pierre-Alain, a commoner with whom I had already communicated on the theme of the assemblies of the commons. That's how I had the chance to participate in the very first commoner meeting of that region!

To get off to a good start, we began with a nice little restaurant on the Vieux Port, of course



It was an opportunity to get acquainted with about ten participants, and discover the diversity of their profiles and respective projects: from the association leader to the lawyer, through the researcher, the doctoral student and the company managers – the table looked like my idea of an assembly of the commons: a joyful mix of heterogeneous careers.

We then joined the [MarsMedialab](#), a magnificent third space of 350m<sup>2</sup> in the heart of the city, to start the work session proper. The objective was very simple: to bring together the good will of the regions around the question of the commons. The problem was clear: what do we do with this goodwill? What kind of actions can this group implement? What structure should it have?

In addition to the people, the roundtable allowed us to (re)discover a number of emblematic national and local commons and initiatives such as:

- [SavoirsCom1](#), a collective committed to the development of policies and initiatives related to knowledge commons;
- [Ars Industrialis](#), a cultural association created by Bernard Stiegler, whose only regional branch is located in Marseille;
- [L'Office](#), a structure that accompanies the cultural, social, educational and economic transitions from a “digital society” to a “communal society”;
- [H2H](#), a software platform that supports the projects of the [Hôtel du Nord](#) residents’ cooperative;
- [1DLab](#), start-up of the ESS (Social and Solidarity Economy);
- [Mnemotix](#), a cooperative smart-up working on data semantization;

- [ManuFabrik](#), a cooperative which is part of the field of popular education;
- [Pas Sans Nous](#) (Not Without Us), an association that has given itself the role of being a union of working class neighbourhoods.



The exchanges were rich and very engaging. Those present were committed to making concrete progress in the local commons. But for a first meeting it was important, before discussing specific projects, to share a common vision of the group's organization and the methodologies to be adopted to work together.

With this in mind, I shared the practices of the [Assembly of the Commons of Lille](#), in particular the governance model that we have adopted in our collective which has been working very well for the past two years, [stigmergy](#). With the support of Pierre-Alain, who is already convinced, I was careful to stress the importance of documenting practices to facilitate the inclusion of newcomers and promote transparency in processes.

During the afternoon, the specificity of Marseille's dynamic appeared to me in two ways:

- First, it seemed quite clear that there were two fairly distinct movements. On the one hand, the needs related to what could resemble an [Assembly of the Commons](#): mapping the commons, creating a network, and on the other hand, very pressing and concrete questions concerning the establishment of an economy of the commons, which would be more like a [Chamber of Commons](#) structure.
- Second, since the region is vast, it seemed obvious that at least two major geographical poles were emerging: a group centred on Marseille and its surroundings, and another anchored on the side of Sophia Antipolis.

What also emerged from these exchanges was that each of them was already well engaged in their own projects, so time was inevitably limited to invest in a new collective, which would make the assembly a form of "hub", a chamber echoing each other's initiatives. But the willingness to get to know each other and to create a true community by working together on concrete initiatives was palpable.

To sum up, after the meeting with the Grenoble commoners, this Marseilles exchange convinced me that the assemblies of the commons are very unique places of co-creation, in which we must not try to apply a centralized theoretical model, but welcome the contributory impulses in a dynamic anchored locally and respectful of the geographical and historical specificities of each location.

# “Les Ateliers” in Castres: from dream to reality

If there's one common that I want to present to you, it is this one! I was fortunate to be able to attend its conception, so it's always moving to see a few years later that the baby has grown up well and is working like a charm.

What is it about? The “[Les Ateliers](#)” cluster, located in Castres in the Tarn, is a place dedicated to the development of sustainable economy. It is almost 4000m<sup>2</sup>, located just a stone's throw from the city centre, fitted out to accommodate a whole lot of projects in connection with the Social and Solidarity Economy (ESS): a shop of local producers, a restaurant that buys from them, a recycling plant, a coworking area, offices and spaces for rent, etc.



Barely a year after its opening, it looks like this place has been part of the landscape for ages. However, it took time, energy, creativity and concerted actions of an entire collective to make it happen.

The story begins in the late 1990s. Pierre has been an entrepreneur and head of the family textile business for 20 years, inherited by his father and grandfather. Over the years, he contributed to the company's growth from 40 to 250 employees. Then suddenly, the European borders opened up, especially to the Chinese market. It didn't take long for customers, seduced by half-price deals, to desert them and for the banks to let go of the company. By the end of 2008, its fate was sealed: first liquidation and then dismissals. *“Humanly, it happened with a lot of respect, no one was responsible for the situation, but it was very hard for everyone”* Pierre says.

Once unemployed, the entrepreneur, long interested in the operation of cooperatives and looking for a way to reinvent, started a Master's degree in Social and Solidarity Economics at the University of Toulouse. As part of his training, he was asked to present a project. It was then that he imagined this pillar...

It turns out that the building dedicated to the logistics of his former business had miraculously escaped liquidation thanks to a tenant who had come to set up shop one month before the auction! Of course, you had to have some imagination at that time to think that the place could accommodate something other than shelves of abandoned lockers. I visited the place when it was still an industrial



wasteland, I can tell you that it was very impressive and sad to walk the long empty hallways lit by pale neon lights, and the sheds haunted by mannequins.



In Pierre's mind, things were very clear: this project would be collective, or it would not be. As of August 2011, the dynamics took shape in the form of an association, with the participation of [Regate and Regabat](#) (two cooperatives for activity and employment of the territory), the [IES](#) (a regional cooperative for solidarity financing), and the [CRESS](#) (regional chamber of the social and solidarity economy).

The first project presentation meeting in October 2011 gathered some 50 interested parties. Since the family tradition had not disappeared with the company, Jean, Pierre's son, started the feasibility study with a small 6-month contract financed by the European Union. Things moved along relatively quickly, given the scale of the project:

- 2012/13: [Etic](#), the real estate company, which creates, finances and manages office and retail spaces dedicated to social change actors, becomes a partner and finances the project;
- 2013/14: Selected by [LaboESS](#) as the model project for the "Territorial Pillar of Economic Cooperation" (PTCE), alongside 23 other projects; and the building permit is submitted;
- 2015: the "[Caisse des Dépôts et Consignations](#)" (a French public sector financial institution) also joins the project; the association "[Roule ma poule](#)", the premise of the future local producers' store, is launched; and work begins!
- 2016: the building is completely renovated, the residents settle in, and the various projects open one by one: the restaurant, the shop of producers, the textile shop, and so on.



The association then transformed into a SCIC (Cooperative society of collective interest), with 2 co-managers, about 50 partners (individuals and structures), 11 employees and one person performing civic service. SCIC governance operates on the principle of “1 person = 1 vote”. *“There is also room for communities, but there are no volunteers at the moment”* says Pierre.

If I wanted to present this project to you, of course it is because I was personally involved in its start-up, and the energy deployed by Pierre, Jean and the collective impressed me very much. But it is also because today, Les Ateliers seems to me to be an exemplary achievement of “common”, or rather, several interlocking commons.

In terms of buildings, the property owner Etic now owns the place, ensuring the project’s longevity. In the cooperative, the functioning of governance allows everyone to become involved and feel that they are part of the initiatives. Even within the structure, freelancers installed in the coworking space have recently decided to meet under the brand name “Les Ateliers de la Com” to answer calls for bids together.

Of course, there are experiments at all levels, so everything is not without harm and decisions change with experience. Although profitable activities partially fund activities that do not finance themselves, the economic model is still seeking to be refined. Many services are and have been provided free of charge. At this level, the cooperative seeks to develop partnerships with institutions in order to be supported by demonstrating the impact and interest of the project for the territory.

As for the general spirit, Pierre said it best: *“After 20 years of classical entrepreneurship, I discovered another approach. In the SSE community, these are not the same human relationships. For example, ethical funders are listening to us and looking for solutions with us. I have always tried to have this state of mind in my company, and my desire to show that you can do things differently has come true. The big difference, as an entrepreneur, is that I felt supported by the partners and surrounded by the collective. Employees are partners, and everyone is motivated to move the project forward.”*

And now, with great serenity, Pierre has just retired... even if he doesn’t rule out lending a helping hand from time to time

